

# L'alternative

PAR PETER WALDORFF

**APRÈS 30 ANNÉES D'INCURIE**, LE SECTEUR PUBLIC EST APPELÉ À LA RESCOUSSE POUR REMETTRE DE L'ORDRE DANS LE GÂCHIS CAUSÉ PAR UN CAPITALISME MONDIAL DÉBRIDÉ ET PRATIQUEMENT LAISSÉ À LUI-MÊME. ON NOUS DEMANDE DE PAYER POUR L'AVIDITÉ INSATIABLE DES CHEFS D'ENTREPRISES ET POUR LES ERREURS DES FONDAMENTALISTES DU MARCHÉ. C'EST D'AUTANT PLUS PARADOXAL QU'UN DES DOGMES DE LEUR IDÉOLOGIE DISCRÉDITÉE CONSISTAIT À AFFAIBLIR L'ÉTAT PAR LE JEU DE LA DÉRÉGLEMENTATION OU DE LA PRIVATISATION. ET MAINTENANT, FRAPPÉS D'AMNÉSIE, CE SONT LES POUVOIRS PUBLICS QU'ILS APPELLENT AU SECOURS POUR RÉPARER LES DÉGÂTS D'ANNÉES DE DÉTOURNEMENT DU BIEN PUBLIC.

Dans un article de *Time Magazine* de janvier 2009, Joffrey Sachs appelait à plus d'État. Cet appel lancé aux décideurs soulignait la nécessité d'accepter le fait que l'État et les services publics sont une partie de la solution et non une partie du problème.

Les cris d'orfraie des médias devant l'énormité des déficits publics ne correspondent guère à la réalité. Une récente étude de la Public Services International Research Unit (PSIRU) démontre clairement que la crise ne provient pas d'un endettement public excessif. Elle conclut qu'alors que les États-Unis, le Royaume-Uni et certains autres pays de l'Union européenne creusent leurs déficits avec des nationalisations et des mesures reflationnistes, rien n'indique qu'ils auront du mal à financer ces déficits.

Bien qu'une petite minorité de pays aient des déficits considérables qu'ils ont de la peine à financer, comme le Pakistan, la Hongrie, l'Ukraine, l'Islande et la Turquie, il n'y a pas de crise générale des déficits publics dans d'autres pays développés, ni non plus dans les pays en développement.

On ne peut nier que les fondamentalistes du marché ont fait des dégâts. Quoi qu'il en soit, ils sont loin

d'être à court de ressources, qu'elles soient financières, politiques ou intellectuelles. Ils continuent leurs actions de lobbying pour bloquer des projets de loi qui pourraient aller à l'encontre de leurs intérêts. Et ils vont essayer de réorienter leurs arguments, même pour obtenir les aides publiques que leurs excès ont rendus nécessaires.

L'Internationale des services publics collabore actuellement avec la CSI dans un effort visant à obtenir que les droits des travailleurs et de leurs familles soient pris en compte dans le débat sur la nouvelle architecture financière et les mesures de stimulation économique actuellement mises en œuvre, que ce soit à l'échelon du sommet du G20 ou à l'Organisation de coopération et de développement économiques. Nous coopérons aussi avec d'autres Fédérations syndicales internationales pour faire que les services publics soient au centre des stratégies de relance. Les arguments en faveur du respect des valeurs de service public dans les services dont la société a besoin pour fonctionner n'ont jamais autant compté qu'à une époque où le secteur privé a infligé des coups aussi terribles aux communautés du monde entier.



Les programmes actuels d'investissement dans les infrastructures sont une manière de susciter la stimulation économique qui s'impose pour réduire l'impact de la récession mondiale et améliorer la qualité de vie de tout un chacun. Les pouvoirs publics dépensent des milliards pour améliorer les infrastructures, essentiellement pour stimuler l'économie, et il est essentiel de veiller à ce que ces fonds publics servent à renforcer les droits et les conditions de tous les travailleurs.

Ce dont nous n'avons pas besoin, ce sont d'autres excuses à la privatisation. Nous devons clamer haut et fort que la privatisation a échoué, qu'elle coûte trop cher et ne répond pas aux besoins de nos familles et nos communautés. Il n'y a pas d'excuse pour des gouverne-

# e au capital



“

Un domaine dans lequel les salariés de la fonction publique ont senti souffler le vent de la récession et de l'effondrement financier est celui de la menace qui plane sur leurs fonds de pension par capitalisation. Les fonds investis dans des actions, des fonds d'investissement, des fonds spéculatifs et des titres de créance sophistiqués ont perdu des sommes considérables.

”

ments ou des services publics inefficaces, opaques et non réceptifs. On peut et on doit améliorer les services publics et l'ISP collabore avec une série de syndicats pour créer des modèles positifs de municipalités modernes.

Un domaine dans lequel les salariés de la fonction publique ont senti souffler le vent de la récession et de l'effondrement financier est celui de la menace qui plane sur leurs fonds de pension par capitalisation. Les fonds investis dans des actions, des fonds d'investissement, des fonds spéculatifs et des titres de créance sophistiqués ont perdu des sommes considérables.

De nombreux gouvernements vont à coup sûr prôner la modération salariale pour reconstituer le passif découlant du régime de retraite, mais

les questions qu'il faut poser sont de savoir quel a été le rôle des gestionnaires de fonds dans le déclenchement de la crise et, surtout, quelles politiques, lignes directrices et gardes-fous nos fonds de pension doivent-ils adopter pour participer à la solution.

Aux États-Unis, on étudie des mécanismes qui permettraient aux fonds de pension d'investir dans les grands programmes de travaux publics que le Président Obama a mis en place. On peut espérer que l'ingénierie financière leur permettra d'investir dans les services publics et pas dans la privatisation.

Nous savons que la crise financière se soldera, dans les années à venir, par encore plus de pauvreté dans le monde. Le Fonds monétaire international prévoit une augmentation des pertes d'emplois dans presque tous les pays. Le Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), Juan Somavia, a récemment déclaré que le nombre de travailleurs pauvres vivant avec moins d'un dollar par jour pourrait augmenter d'une quarantaine de millions, et ceux disposant de deux dollars par jour de plus de cent millions.

Cela justifie d'autant plus de réclamer un régime de sécurité sociale

universel, comme le plancher de sécurité sociale de base recommandé par l'OIT. Il constituerait une protection pour les travailleurs retraités de nombreux pays qui n'ont pas de pension officielle et une pension privée minimale.

Les pouvoirs publics aussi assumer une part beaucoup plus large dans la mise en place d'une politique active du marché du travail, en investissant dans le développement de nouvelles qualifications pour les personnes qui risquent de perdre leur emploi dans des industries menacées.

Aujourd'hui les banquiers et la communauté internationale sont confrontés à un auditoire mondial. L'époque est à la transparence, plus aux séances à huis clos et aux tractations entre initiés. Nous avons besoin, plus que jamais, d'un gouvernement ouvert, de redevabilité et de participation pour remettre le monde en selle et pour contribuer à éradiquer la pauvreté. Les travailleurs ont l'occasion, très rare, de frapper un grand coup pour le travail décent et des services publics de qualité; qu'ils ne laissent pas passer.

**Peter Waldorff** est le Secrétaire général de l'Internationale des services publics.